Et si la France quittait l’Euro…

La «  Crise Economique » provoque un malaise certain en Europe. Le chômage est considérable : 27% en Grèce, 26 % en Espagne, 12 % en Italie, 11% en France. Comme dans l’Entre-deux –guerre, cela incite le Public à se tourner vers des mouvements d’extrême-droite, nationalistes et parfois racistes. Leur argumentation rencontre en général un succès populaire d’autant plus grand que la « Crise  »  s’éternise. Leur propagande est basée sur deux idées simples, très démagogiques, que les partis démocratiques classiques ont du mal à « contrer » .

1. Les Etrangers font une concurrence dangereuse aux « Nationaux ».
2. L’Euro empêche les pays dont la Balance des Paiements est déséquilibrée de dévaluer pour retrouver leur équilibre. A cela s’ajoute les lourdeurs administratives de Bruxelles, les contraintes qu’il veut imposer sous prétexte de défense de l’environnement , la protection des zones de pêche ,la Directive Bolkenstein qui crée des déséquilibres de concurrence sociale à l’intérieur des pays à Sécurité Sociale développée etc.

Si sur le premier point tous les Gouvernements font leur possible pour contrôler une immigration peut être exagérée, au plan économique, personne n’ose analyser les conséquences d’une rupture de l’Euro. Il est en effet facile de dire que la fin de l’Euro, entraînerait un réajustement des monnaies, une amélioration des exportations, les résultats des entreprises et donc développerait les « emplois ». Cela devrait être accompagné d’un Contrôle des Changes et de mesures protectionnistes. Cela entraînerait une forte dévaluation par rapport à la monnaie allemande que l’on évalue actuellement à 50 % pour la Grèce ,40 % pour l’ Italie et l’ Espagne et 30 % pour la France.

Aussi pour évaluer une telle situation, il nous faut voir d’une part les conséquences économiques et sociales et d’autre part les conséquences financières .

I.)Conséquences économiques et sociales ;

A . Pour les pays à balance commerciale déficitaire( Grèce, Italie, Espagne , France),

Très récemment, certains d’entre eux ont rééquilibré leur Balance des Comptes grâce à un effort extraordinaire de réduction des dépenses publiques : Italie( + 12,2 milliards de dollars sur un an au mois d’Août ), Espagne ( +6 milliards sur un an au mois de Juillet).Cela a été obtenu avec une croissance du chômage qui atteint 27 % en Grèce, 26 % en Espagne plus de 12 % en Italie. La France n’ayant pas fait d’effort de réorganisation a quand même 11 % de chômeurs ( et un déficit de la Balance des Paiements de 46 milliards .)Les électeurs de tous ces pays sont incités par les partis extrémistes à privilégier une politique moins contraignante que celle qu’impose la Monnaie Unique. Cependant en obligeant les pays à Balance Commerciale déséquilibrée à pratiquer une politique d’amélioration de leur productivité, l’ Euro les prépare à faire face à la concurrence des pays émergents. Sans l’effort demandé aux administrations, subsiste le risque d’un sous- développement à terme des pays « encore Riches ». Le cas de la France où l’on essaie d’éviter cet effort des pouvoirs publics en limitant notre rééquilibrage de la Balance des Comptes à des hausses d’impôts n’aura qu’un temps .Il faudra bien se résoudre ,comme l’a fait Gerard Schröder sous l’influence de l’économiste Peter Hartz après les deux année très « laxistes » de sa première présidence. à faire une politique proche de celle que l’on a reprochée à Margaret Thatcher.

B ) Les pays à balance bénéficiaire comprennent mal d’avoir à aider les pays du Sud qui ont dans les 10 dernières années pratiqué des hausses de salaires sans comparaison avec les leurs. C’est le cas du parti hollandais ( Dutch Party of Freedom de Geert Wilders), le  «  Finns party » de Tomi Soini, le « Vlaams Belang  »   de Belgique et surtout » l’ Alternif für Deutschland » allemand .Ce dernier a eu 4,7 % des voix aux dernières élections bien que l’Allemagne soit le pays de la Zone qui profite le plus de la sousévaluation de l’Euro allemand .les pays du Nord ont donc un besoin absolu de l’Euro ,faute de quoi leur monnaie s’emballerait et l’économie serait plongée dans une forte récession ;.

Les victimes d’une disparition de l’Euro seraient le grand public par la baisse de son pouvoir d’achat, et essentiellement les individus incapables de se défendre (les vieillards et les jeunes) .Cela toucherait également les travailleurs et les fonctionnaires car malgré leurs possibilités de grèves il y a toujours, en période d’inflation un retard entre les hausses de prix et les augmentations de salaires. Il en est de même pour les « actions » et les « obligations » qui souffrent de la hausse des taux .Le rattrapage des cours a bien lieu , mais cela peut se faire plusieurs années plus tard (exemples 1953 après l’inflation due à la guerre ou 1977après 16 années de baisse ( 50 % en terme réel )sur les marchés américain et français)

II) LE problème financier

Une dévaluation de monnaie a essentiellement deux séries de conséquences, l’une pour les Etats l’autre pour le secteur bancaire.

A . les finances Publiques

Prenons l’exemple français : nôtre dette est de 2.000 milliards , c-à-d 95 % de notre Produit Intérieur Brut. Comme 60 % de cette dette est détenue par des pays étrangers, une dévaluation de 30 % augmenterait mécaniquement notre dette de 360 milliards. Déjà les taux ont commencé à monter gagnant 100 points (c-àd 1 %) depuis deux mois .Or 1 % de hausse de taux coûte à la France 5 Milliards .Une augmentation aussi importante de notre dette en cas de dévaluation nous porterait dans l’opinion publique internationale au niveau des pays du Sud de l’Europe c-à-d porterait immédiatement nos taux à 5 si non à 8 % ;On voit tout de suite qu’une telle inflation de notre dette nous obligerait à de nouvelles augmentations d’impôts et à des coupes. drastiques dans la Fonction Publique et les Services Sociaux.

B.Le secteur financier ; Banques et Assurances.

Le secteur financier est spécialement nécessaire en France.70% des investissements sont en effet financés directement par les banques et les Compagnies d’Assurance, le Marche ne fournit que moins de 20 % des fonds nécessaires. En Amérique la position est inverse, le Marché procure aux entreprises près de 80 % des fonds utilisés en investissements. En Allemagne la principale source de financement est l’autofinancement du fait de marges bénéficiaires à peu près 3 fois supérieures aux nôtres. Le problème est compliqué par l’existence des règles internationales comme Bâle III ou Solvency II. En effet elles poussent le secteur financier à investir dans des titres souverains ( qui ne demandent aucune couverture dans l’évaluation des coefficients de solvabilité et liquidité ). Cela se fait au détriment de leur métier traditionnel de prêts pour aider l’Economie(prêts qui nécessitent des couvertures allant de «30 à 50 %). Ainsi, même dans le cadre de l’Euro, notre pays va avoir de grandes difficultés pour assurer le financement des investissements des petites et moyennes entreprises .Bien entendu, si l’Euro disparait les entreprises seront confrontés à des hausses de taux qui s’ajouteront aux difficultés issues des règlements . Aussi seules les sociétés qui ont des marges bénéficiaires « à l’Allemande  » pourront tenir le coup dans cette nouvelle conjoncture .Encore faut-il noter que le cas est plutôt rare en particulier du fait de la lourdeur des taxations françaises si on les compare face à celles de nos principaux concurrents internationaux.

Conclusion

On voit ainsi que la sortie de l’euro entraînerait temporairement une amélioration des exportations mais également une détérioration importante du niveau de vie et de protection sociale des Français .Mais il y a pire : la sortie de la France de l’euro provoquerait la décomposition de la Monnaie Unique et des dévaluations beaucoup plus importantes des autres pays de l’Europe du Sud .Or ce sont nos concurrents directs dans deux des domaines où nous avons des possibilité d’améliorer notre Balance des Paiements :le tourisme et l’agriculture. On voit ainsi que la sortie de la Zone euro permettent certes une politique de facilité à court terme, provoquerait inévitablement, à moyen terme, le sous -développement de notre pays.

Jean-Jacques Perquel 27 Octobre 2013